



**Conseil économique  
et social**

Distr.  
GÉNÉRALE

E/CN.4/2005/SR.39  
19 avril 2005

Original: FRANÇAIS

---

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Soixante et unième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 39<sup>e</sup> SÉANCE

tenue au Palais des Nations, à Genève,  
le vendredi 8 avril 2005, à 9 heures

Président: M. WIBISONO (Indonésie)

SOMMAIRE

INTÉGRATION DES DROITS FONDAMENTAUX DES FEMMES ET DE L'APPROCHE  
SEXOSPÉCIFIQUE:

a) VIOLENCE CONTRE LES FEMMES (*suite*)

DROITS DE L'ENFANT

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, à la Section d'édition des documents officiels, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques de la Commission seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

*La séance est ouverte à 9 h 15.*

INTÉGRATION DES DROITS FONDAMENTAUX DES FEMMES ET DE L'APPROCHE SEXOSPÉCIFIQUE: a) VIOLENCE CONTRE LES FEMMES (point 12 de l'ordre du jour) (*suite*) (E/CN.4/2005/63 et 68, E/CN.4/2005/69-E/CN.6/2005/6, E/CN.4/2005/70-E/CN.6/2005/7, E/CN.4/2005/71 et Add.1, E/CN.4/2005/72 et Corr.1 et Add.1, 2, 3, 4, 5 et E/CN.4/2005/133; E/CN.4/2005/NGO/12, 17, 28, 49, 50, 72, 88, 91, 116, 118, 125, 141, 146, 187, 197, 205, 224, 228, 245, 250, 268, 273, 285, 318 et 336)

1. M. SEONG (Association internationale des juristes démocrates), rappelant que plusieurs résolutions et recommandations ont été adoptées ces 10 dernières années en vue de résoudre le problème de l'esclavage sexuel imposé par l'armée japonaise, fait observer que le Gouvernement japonais n'a pris aucune mesure dans ce sens. En effet, s'il a reconnu l'implication de l'État dans les crimes qui ont été commis, le Gouvernement rejette toujours la responsabilité de ce dernier au regard du droit international et a tenté de s'en décharger en créant un fonds pour les femmes d'Asie, initiative qui a été dénoncée par les victimes et la communauté internationale. Outre que des ministres et autres personnalités politiques de haut rang sont les premiers, notamment en faisant pression sur les médias, à embellir l'histoire et à dissimuler les crimes dont le Japon s'est rendu coupable, l'expression «femmes de réconfort» a aujourd'hui disparu dans la quasi-totalité des livres d'histoire, qui déforment et enterrent le passé criminel du pays, avec le soutien actif du Gouvernement.

2. Soulignant que cette situation aggrave les souffrances des victimes survivantes, qui demandent au Japon de leur présenter des excuses et de les indemniser afin de recouvrer leur dignité perdue, l'association que l'intervenant représente propose à la Commission des droits de l'homme de mener une enquête complète sur la situation actuelle des anciennes esclaves sexuelles de l'armée japonaise et sur les mesures prises par le Gouvernement japonais pour les aider, et d'adopter une résolution exhortant le Gouvernement à mettre en œuvre les recommandations qu'a formulées la Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes. L'Association propose également à la Commission de recommander vivement au Gouvernement japonais d'intégrer dans l'enseignement de l'histoire, en tant que fait historique, l'esclavage sexuel imposé par l'armée, et de prendre des mesures fermes contre toutes initiatives visant à déformer la nature de cet esclavage sexuel et à déshonorer ses victimes.

3. M. CALZON (Internationale libérale) dit qu'à l'occasion de la Journée internationale de la femme M. Castro a annoncé qu'il allait distribuer des milliers d'autocuisseurs, indiquant ainsi clairement que la place des femmes était à la cuisine. Or, dans le même temps, la réduction des rations alimentaires à Cuba désespère les femmes, d'autant que le gouffre se creuse entre la classe dirigeante, qui reçoit des fonds de l'étranger, et la majorité du peuple qui souffre de la faim. La nourriture n'est pas la seule préoccupation des Cubaines dont les proches sont détenus comme prisonniers politiques, ni des mères dont les enfants sont endoctrinés ou contraints de travailler dans les champs dans une promiscuité qu'a dénoncée le défunt pape Jean-Paul II. En effet, alors qu'elles ont lutté pour leurs droits pendant un demi-siècle jusqu'à l'arrivée du gouvernement actuel, obtenant le droit de vote en 1940 et luttant contre Batista, les femmes cubaines ne peuvent aujourd'hui constituer des organisations indépendantes. La Fédération des femmes cubaines, censée être une organisation non gouvernementale, est en fait dirigée par l'épouse du Ministre et général Raúl Castro. De même, alors que M. Castro a revendiqué le droit d'Elían d'être avec son père, il garde en otage, malgré l'intercession du Président argentin,

une neurochirurgienne réputée, ancienne parlementaire qui a démissionné pour dénoncer l'apartheid médical à Cuba, et dont le fils vit en Argentine.

4. Enfin, avec le développement du tourisme, un nombre croissant de Cubaines sont contraintes à la prostitution, celle-ci étant un des rares moyens d'obtenir des devises fortes, des vêtements et de la nourriture ou de visiter des hôtels, plages et lieux autrement interdits aux Cubains. Le «leader máximo», qui se vantait naguère d'avoir éradiqué la prostitution, se targue à présent de ce que les prostituées cubaines sont les plus éduquées du monde. Enfin, La Havane s'enorgueillit de la faible mortalité infantile, mais les femmes qui ont une grossesse difficile sont poussées à avorter.

5. Rappelant que des femmes luttent pour la liberté à Cuba, l'intervenant dénonce enfin les mauvais traitements infligés aux épouses de prisonniers politiques qui exigent la libération de leur conjoint.

6. M<sup>me</sup> NARTI (Organisation néerlandaise pour la coopération internationale au développement) dit que, depuis l'instauration de la loi martiale en mai 2003 et jusqu'à ce jour, la violence contre les femmes sévit à Aceh. L'état d'urgence civile est toujours en vigueur et la violence contre les femmes ne diminue guère. La situation est la même dans le reste de l'Indonésie, où il semble que l'impunité soit devenue la norme. Le séisme et le tsunami du 26 décembre 2004 ont fait des centaines de milliers de morts et de disparus et près d'un million de déplacés parmi les habitants d'Aceh, mais, malgré la présence internationale et les appels à mettre fin au conflit dans la région, les femmes restent soumises à la même violence, qu'aggrave encore leur grande vulnérabilité.

7. Faisant observer que les organisations de défense des droits de l'homme ont relevé de nombreuses exactions contre des femmes depuis le tsunami, dont une disparition forcée, des arrestations et des placements en détention arbitraires ainsi que des cas d'abus ou de harcèlement sexuels, l'intervenante précise que les femmes, prises entre les deux parties au conflit, sont souvent victimes de représailles de la part de l'armée indonésienne et que le Gouvernement ne fait rien pour enquêter sur les infractions commises ni pour poursuivre et punir leurs auteurs, dont la plupart sont membres des forces de sécurité.

8. Après avoir cité des exemples de mauvais traitements infligés par l'armée à des femmes soupçonnées d'entretenir des relations avec des membres du Mouvement de libération d'Aceh ou de les aider, l'intervenante demande à la Commission de prier instamment le Gouvernement indonésien de prendre des mesures pour garantir la protection des femmes contre toutes les formes de discrimination et de violence, et, en particulier, d'amender les lois et politiques discriminatoires, de mener des enquêtes sur les violences contre les femmes et de poursuivre et punir leurs auteurs, d'adopter le projet de loi sur la protection des témoins et des victimes, de donner suite aux recommandations faites par la Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes et d'associer les femmes à tous les aspects du processus de reconstruction à Aceh.

9. M<sup>me</sup> ZITOUNI (Nord-Sud XXI), appelant l'attention de la Commission sur la situation des femmes en Guinée équatoriale, qui sont victimes de violences domestiques et de discrimination sociale, mais surtout de la violence institutionnalisée par le Gouvernement, dénonce la détérioration de la condition féminine et la répression qu'exerce le régime en place. En Guinée équatoriale, des femmes font l'objet d'une prostitution aggravée par le trafic et l'envoi vers

des pays occidentaux, en particulier l'Espagne, où des jeunes filles équato-guinéennes se prostituent sans que les autorités espagnoles ne prennent aucune mesure pour y mettre un terme.

10. En outre, les femmes sont victimes d'une répression politique extrêmement dure. Elles sont violées et torturées dans les prisons, les mères et les épouses des opposants politiques étant systématiquement prises pour cible. Soulignant que ces violences durent depuis plus de 30 ans, l'intervenante prie la Commission d'envoyer une mission d'enquête en Guinée équatoriale, de reconsidérer la résolution d'avril 2002 qui a mis fin au mandat du Représentant spécial de la Commission des droits de l'homme chargé de suivre de près la situation des droits de l'homme en Guinée équatoriale et de nommer un nouveau rapporteur pour suivre cette situation, et plus particulièrement celle des femmes qui ne cesse de se dégrader dans l'indifférence générale de la communauté internationale.

11. M<sup>me</sup> MENDOZA (Conseil international de traités indiens), soulignant le sort tragique des femmes autochtones dans le monde, rappelle ce qu'a dit, en 2004, la Rapporteuse spéciale de la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme, M<sup>me</sup> Erica Daes, à savoir que 170 millions de femmes autochtones dans le monde souffrent de discrimination systématique et de mauvais traitements caractérisés, ce que certains États passent délibérément sous silence. En effet, alors qu'ils continuent de ratifier des conventions visant à mettre fin à la violence contre les femmes et à renforcer leur participation, ces États continuent de s'acharner contre les responsables et les militantes autochtones dont la situation se dégrade, comme l'a indiqué en 2004 le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales des populations autochtones, M. Rodolfo Stavenhagen (E/CN.4/2004/80/Add.1).

12. Citant plusieurs exemples de meurtres et d'agressions restés impunis au Mexique, l'intervenante rappelle l'importance du rôle que jouent les femmes autochtones dans la lutte contre la pauvreté et dans l'élaboration de stratégies de développement durable. Elle prie tous les organes chargés des questions relatives aux droits de l'homme, notamment la Commission, de prêter une attention particulière aux problèmes des responsables autochtones et d'exiger que les États soient tenus de rendre compte de la sécurité de ces femmes. Enfin, elle demande que le projet de déclaration sur les droits des peuples autochtones soit adopté, ce qui constituerait une étape essentielle vers la protection et la promotion des femmes autochtones.

13. M. BOUCHRAYA (Union internationale de la jeunesse socialiste), se faisant le porte-parole de M<sup>me</sup> Haidar, militante des droits de l'homme dans les territoires occupés du Sahara occidental, que de nombreuses organisations internationales ont reconnue comme ancienne «disparue» et prisonnière d'opinion, dit qu'au début de l'occupation marocaine, de nombreuses femmes se sont retrouvées dans des camps de réfugiés où elles ont été victimes de politiques répressives et génocidaires visant à éliminer le peuple sahraoui et à briser leur légitime aspiration à l'autodétermination et à l'indépendance. Évoquant les quatre années qu'elle a passées en prison, l'intervenant décrit les tortures et les mauvais traitements dont l'opposante a été victime et dont elle garde de multiples séquelles. Il ajoute que ses bourreaux jouissent de la plus parfaite impunité et que les «années de plomb» ne sont pas encore finies, comme en témoigne la répression brutale de la manifestation que des Sahraouies ont organisée, le 29 mars 2005, pour protester contre la précarité et l'inhumanité de leurs conditions de vie.

14. M. ANAM (International NGO Forum on Indonesian Development) dit que le tsunami, qui a captivé l'attention du monde récemment, a créé de nouveaux problèmes pour les femmes de la province d'Aceh, qui sont en outre les principales victimes du conflit armé dans cette région. Le fait que le Gouvernement mette l'accent exclusivement sur la sécurité ne fait qu'aggraver la situation. Au cours des 12 mois qui se sont écoulés depuis la proclamation de la loi martiale en mai 2003, la Commission nationale sur la violence contre les femmes a recensé 135 cas de femmes victimes de différentes formes d'abus perpétrés par les parties au conflit. Le passage de la loi martiale à l'état d'urgence n'a guère modifié la situation. Pire encore, voulant conférer un statut d'autonomie spécial à la province, le Gouvernement a commencé à y appliquer la charia d'une manière qui n'encourage guère la participation des femmes à la vie sociale et politique. Les effets conjugués du conflit armé, du tremblement de terre et du tsunami se sont traduits par le déplacement de milliers de femmes réfugiées dans des camps, où elles sont exposées à de multiples formes de harcèlement sexuel.

15. Le Gouvernement n'a pris aucune mesure pour protéger les femmes contre cette violence. Dans son rapport E/CN.4/2005/72/Add.1, la Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes a signalé plusieurs cas de violations des droits des femmes, sans que le Gouvernement ne réagisse. C'est pourquoi l'organisation que M. Anam représente demande à la communauté internationale de faire pression sur le Gouvernement indonésien pour que, tout d'abord, il s'efforce de régler le conflit à Aceh par des voies pacifiques, retire toutes ses forces militaires de la région, réexamine la manière dont la charia est appliquée dans la province d'Aceh, associe les femmes à l'organisation des secours et aux efforts de reconstruction, fasse en sorte que les femmes victimes de violences obtiennent réparation, invite la Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes à se rendre à Aceh et veille à ce que, dans les camps destinés aux personnes déplacées, les femmes fassent l'objet d'une protection spéciale.

16. M<sup>me</sup> ZHENG (United Nations Association of the USA – San Diego) note que la Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, M<sup>me</sup> Ertürk, a adressé de nombreux appels urgents à la République populaire de Chine et que, grâce à son intervention, la situation d'au moins deux personnes victimes de la répression ont vu leur sort s'améliorer. Cela dit, l'association que M<sup>me</sup> Zheng représente demeure préoccupée par le traitement scandaleux dont les femmes adeptes du Falun-Gong sont l'objet, comme en témoignent non seulement les rapports de M<sup>me</sup> Ertürk mais également ceux du Rapporteur spécial sur la question de la torture. Le 15 octobre 2004, cinq rapporteurs spéciaux, dont M<sup>me</sup> Ertürk, ont adressé une lettre conjointe au Gouvernement de la République populaire de Chine. Or, d'après les informations qui sont parvenues à la United Nations Association of the USA, un certain nombre d'adeptes du Falun-Gong, en faveur desquels les rapporteurs spéciaux s'étaient mobilisés, ont été torturés à mort par la police chinoise. Deux femmes, en particulier, M<sup>me</sup> Chen Hongping et M<sup>me</sup> Li Ling, ont été tuées alors que le Gouvernement chinois avait assuré aux rapporteurs spéciaux qu'elles étaient en bonne santé. Ces assassinats, qui constituent un outrage direct à l'égard des rapporteurs spéciaux de la Commission, ne devraient pas être tolérés. L'association que M<sup>me</sup> Zheng représente s'élève avec véhémence contre l'attitude de la République populaire de Chine, qui continue de bafouer la lettre et l'esprit de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Elle demande instamment au Haut-Commissariat aux droits de l'homme d'agir, notamment en nommant un rapporteur spécial.

17. M. SAMOURA (Commission africaine des promoteurs de la santé et des droits de l'homme), se référant à la situation en Côte d'Ivoire, déplore les conflits absurdes qui ont saccagé ce pays autrefois prospère, un pays dont le développement était un exemple pour le continent africain. Déclenchés par des groupes mus exclusivement par la haine et une volonté de division, ces conflits ont laissé les populations de l'ouest africain dans le dénuement et ont profondément marqué les femmes, qui ont subi de multiples violences de la part des bandes armées, y compris des viols collectifs. Actuellement, le Gouvernement aspire à reconstruire la société ivoirienne, à redonner confiance aux femmes, à garantir l'exercice de leurs droits fondamentaux et à faire en sorte que le pays redevienne ce qu'il a toujours été, à savoir un carrefour de dialogue et de culture.

18. M<sup>me</sup> SAFAVERDI (Communication Network of Women's NGOs of the Islamic Republic of Iran) fait observer que la violence est un phénomène auquel les femmes du monde entier sont confrontées sous une forme ou sous une autre. Il faut reconnaître, cependant, que les organisations non gouvernementales de femmes, notamment en Iran, ont beaucoup œuvré pour améliorer la situation en entreprenant des activités basées sur le Programme d'action de Beijing. À cet égard, les ONG que M<sup>me</sup> Safaverdi représente jugent crucial, pour la réalisation des objectifs fixés à Beijing, que les conditions énumérées ci-après soient réunies: création d'institutions nationales chargées de surveiller le fonctionnement de la justice à l'égard des femmes; mise en place de programmes d'éducation dans le domaine des droits de l'homme; modification des traditions patriarcales; élimination des lois discriminatoires; aide aux femmes victimes de violences; lancement de nouvelles études en vue d'améliorer la situation des femmes; et renforcement des droits civils et politiques des femmes.

19. Enfin, les organisations non gouvernementales que l'intervenante représente demandent instamment à la communauté internationale d'appeler l'attention du Gouvernement israélien sur la situation déplorable des femmes dans les territoires palestiniens occupés et de se pencher également sur le sort des femmes en Iraq.

20. M<sup>me</sup> BUKHARY (International Human Rights Association of American Minorities – IHRAAM) condamne résolument les violations perpétrées à l'encontre des femmes dans les zones de conflit armé et, en particulier, dans les régions placées sous l'occupation étrangère. À cet égard, elle appelle l'attention sur la violence et la barbarie dont font preuve les forces indiennes de sécurité à l'encontre de la population féminine du Jammu-et-Cachemire occupé par l'Inde. D'après les données recueillies par des organisations de la société civile, depuis 1989, plus de 22 000 femmes ont perdu leur mari au Jammu-et-Cachemire, environ 10 000 ont été victimes de harcèlement sexuel ou de viol, le viol étant utilisé, par les forces indiennes, comme un moyen de soumission et de vengeance. Le sort des femmes au Jammu-et-Cachemire est encore aggravé par la perte des membres masculins de leur famille, ce qui les a plongés, elles et leurs enfants, dans la misère. Enfin, les femmes au Jammu-et-Cachemire ne peuvent rien attendre des autorités, plus enclines à protéger les auteurs de ces crimes qu'à leur rendre justice.

21. Compte tenu de ce qui précède, l'organisation que M<sup>me</sup> Bukhary représente propose à la Commission de recommander la création d'un groupe de travail de la Sous-Commission qui serait chargé d'étudier la violence contre les femmes dans les zones de conflit armé et sous l'occupation étrangère et de formuler des recommandations concrètes à ce sujet.

22. M. QADIR (Congrès du monde islamique) dénonce l'attitude de l'Inde, pays qui se présente comme le champion de la démocratie séculière et libérale, alors qu'il est en fait le pire violateur des droits humains, et en particulier des droits des femmes. La situation des femmes au Jammu-et-Cachemire où, d'après les organisations de défense des droits de l'homme, le viol est une pratique courante, en est l'illustration. D'autre part, la communauté internationale n'a pas oublié l'effroyable tragédie du Gujarat, qui a vu le massacre de plus de 3 000 musulmans. Les familles musulmanes, en particulier les femmes, ne se sont pas encore remises de ce pogrom qui les a laissées, dans un grand nombre de cas, sans mari et sans abri, en butte à l'indifférence, voire à l'hostilité du gouvernement local.

23. La discrimination à l'égard des femmes est très répandue en Inde, les femmes indiennes, particulièrement celles qui appartiennent à des minorités et à des groupes marginalisés, comme les Dalits et d'autres castes dites inférieures, étant maintenues dans un état de servitude. Aussi, le Congrès du monde islamique demande-t-il à la Commission des droits de l'homme d'envisager un plan d'action pour éliminer les conséquences de la violence et de la discrimination dont les femmes sont victimes en raison du système des castes.

#### Déclarations dans l'exercice du droit de réponse

24. M. WALLE (Côte d'Ivoire) rappelle qu'à la séance de la veille une ONG a fait allusion à des exactions dont des femmes ont été l'objet en Côte d'Ivoire sans préciser quels en avaient été les auteurs. L'intervenant rappelle que, depuis le déclenchement du conflit en 2002, il y a en Côte d'Ivoire, d'un côté les institutions républicaines et, de l'autre, les rebelles. Les premières victimes des rebelles ont été précisément les femmes et les enfants. Les femmes, en Côte d'Ivoire, ont assisté impuissantes au massacre et à la mutilation de leur mari, tandis qu'elles-mêmes étaient violées et subissaient des traitements dégradants. La brutalité des rebelles à l'égard des femmes a été sans limites et est restée naturellement impunie. Par contre, dans les zones contrôlées par le Gouvernement, les violations commises à l'encontre des femmes sont sévèrement réprimées.

25. *Le Président déclare clos l'examen du point 12 de l'ordre du jour.*

DROITS DE L'ENFANT (point 13 de l'ordre du jour) (E/CN.4/2005/63, 73, 74, 75, 76, 77, 78 et Corr.1 et 2 et Add.1 et Corr.1 et Add.2 et 3, 129; E/CN.4/2005/G/7; E/CN.4/2005/NGO/18, 29, 51, 73, 98, 124, 126, 194, 206, 222, 229, 251, 269, 319, 326, 337; E/CN.4/Sub.2/2004/34)

26. M. PETIT (Rapporteur spécial sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants), présentant tout d'abord son rapport thématique (E/CN.4/2005/78), précise que celui-ci a pour but d'appeler l'attention sur la pornographie infantile sur Internet. Le rapport a été établi à partir d'informations fournies par 37 gouvernements, ainsi que par des organisations non gouvernementales et des organisations internationales, soit au total 51 pays. M. Petit remercie tous ceux qui ont répondu à son questionnaire.

27. Il rappelle, dans ce rapport, que les technologies de l'information offrent des possibilités sans précédent d'acquisition de connaissances, de participation et de communication. Elles constituent en même temps une sorte de no man's land qui se prête à des abus, dont la forme la plus alarmante est la pornographie impliquant des enfants, autrement dit la pédopornographie.

La pornographie sur Internet est un problème relativement récent, de sorte que les pays commencent seulement maintenant à aborder la question et à se doter des instruments normatifs, institutionnels et politiques requis pour y faire face. Pour punir un délit, il faut d'abord légiférer. En l'occurrence, il faut également définir la pornographie infantile et énumérer les activités considérées comme illicites. D'autre part, étant donné le caractère technique du phénomène, il faut créer des unités spécialisées capables de détecter le problème et de mener des enquêtes. Enfin, la lutte contre la pornographie infantile doit mobiliser de nombreux acteurs: gouvernements, organes de répression, secteur privé, en particulier les fournisseurs d'accès à Internet, concepteurs de logiciels, sociétés émettrices de carte de crédit, ONG, organisations de consommateurs, médias et enseignants, enfants et familles.

28. Dans son rapport, M. Petit aborde la question des définitions et formule également des recommandations concernant, notamment, la législation et le rôle du secteur privé.

29. La législation est en effet primordiale. L'absence de législation sur la pornographie mettant en scène des enfants crée un vide juridique dangereux qui expose l'enfant au risque d'agression, lui-même renforcé par l'impunité. Il est donc indispensable de rendre passible de sanction pénale le comportement de chaque maillon de la chaîne pédopornographique, allant de la production à la possession de matériel pornographique. Il faut également veiller à ce que la législation protège tous les enfants de moins de 18 ans, quel que soit l'âge légal du consentement aux relations sexuelles, qui peut être inférieur à 18 ans.

30. Quant au secteur privé, celui-ci est un allié indispensable dans la lutte contre la pédopornographie et il faut encourager les initiatives d'autorégulation. À cet égard, le Rapporteur spécial appuie sans réserve l'initiative du Parlement latino-américain demandant que les entreprises émettrices de cartes de crédit interdisent l'utilisation de ces cartes comme moyen de paiement sur les sites Web de pédopornographie. Il exprime également sa reconnaissance aux personnes, de nationalité uruguayenne, qui sont à l'origine de cette initiative. Enfin, il demande à toutes les entreprises financières internationales qui émettent des cartes de crédit de participer activement à la lutte contre le financement des pages pornographiques mettant en scène des enfants sur Internet.

31. Présentant son rapport sur sa visite au Paraguay (E/CN.4/2005/78/Add.1), effectuée en février et mars 2004, M. Petit évoque tout d'abord la pauvreté et les inégalités sociales qui caractérisent la région dans son ensemble. Dans un tel contexte, l'exploitation sexuelle des enfants et des adolescents est un phénomène tangible au Paraguay. Certes, le pays dispose d'un cadre législatif et normatif conforme à la Convention relative aux droits de l'enfant mais l'application des dispositions juridiques laisse beaucoup à désirer. Il est urgent que l'État assume son rôle et ses responsabilités en la matière, dans le cadre des bureaux municipaux des droits des enfants et des adolescents (CODENI). Le Rapporteur spécial souligne, à cet égard, l'attitude ouverte dont a fait preuve le Ministère des relations extérieures, en particulier la Direction des droits de l'homme, lors de sa visite. Par ailleurs, M. Petit a continué de recevoir des informations sur les initiatives en cours pour prévenir et éradiquer l'exploitation sexuelle des enfants dans le pays, ce qui le rend confiant dans la possibilité de poursuivre le dialogue avec le Gouvernement paraguayen.



32. Le Rapporteur spécial s'est rendu en Roumanie en septembre 2004 et il rend compte de cette mission dans le document E/CN.4/2005/78/Add.2. Il a découvert un pays qui est en pleine transformation et dans lequel l'adhésion à l'Union européenne, prévue pour 2007, a créé de nombreuses attentes au sein de la société. Il a pu constater d'importants progrès réalisés au cours des dernières années en matière de protection des mineurs. Il y a eu la réforme des anciens orphelinats, l'adoption d'un nouvel ensemble de lois sur les droits de l'enfant, la décentralisation du système de protection des mineurs et la mise en place de divers plans nationaux. Malheureusement, compte tenu du fait qu'il devait faire face à des priorités absolues en matière de protection des enfants, le Gouvernement a concentré ses efforts et ses ressources sur un certain nombre de questions, notamment les orphelinats et l'adoption internationale, ce qui l'a conduit à négliger d'autres problèmes tels que la traite interne et la prostitution des enfants, celle-ci ouvrant facilement la voie au trafic international.

33. Enfin, M. Petit a établi pour la première fois un rapport séparé (E/CN.4/2005/78/Add.3) sur les communications adressées aux gouvernements concernant des cas relevant de son mandat et sur les réponses qu'il a reçues. Les cas présentés dans ce rapport sont une pénible illustration de phénomènes qu'il est nécessaire de rendre publics. Il y est en effet question d'adoptions internationales mal conduites, d'abus sexuels sur des enfants, d'enlèvements et de trafics d'enfants, d'actes de violence contre des défenseurs des droits des enfants, de pédopornographie et d'exploitation des enfants par le travail forcé. Le Rapporteur spécial a l'intention de continuer de soumettre des cas à l'attention des gouvernements.

34. M. Petit termine son exposé en évoquant le sort de jeunes adolescents rencontrés à Bucarest, en Roumanie, et au Paraguay. Dans ce dernier pays, les toutes jeunes femmes qu'il a rencontrées dans un centre d'hébergement avaient repris une vie normale après avoir été victimes d'abus pendant des années, ce qui prouve qu'il y a, certes, beaucoup à faire mais que des progrès sont possibles.

35. M. BARREIROS (Paraguay) dit que la visite du Rapporteur spécial dans son pays a été à la fois une satisfaction et un encouragement à redoubler d'efforts pour mettre fin aux violations des droits des enfants paraguayens. Avant même que le Rapporteur spécial ne se rende au Paraguay, le pouvoir exécutif avait entrepris d'appliquer et de renforcer le Système national de promotion et de protection intégrale, dont la priorité est l'intérêt supérieur de l'enfant et la prise en charge de celui-ci dans tous les domaines. Le Gouvernement avait également lancé un programme national de protection des enfants et des adolescents contre la consommation d'alcool, de tabac et autres substances psychotropes. De même, il avait adopté le Plan de prévention et d'élimination du travail des enfants et de protection du travail des adolescents ainsi que le Plan national de prévention et d'éradication de l'exploitation sexuelle des mineurs.

36. Suite à la visite du Rapporteur spécial et conformément à ses recommandations, le Gouvernement a pris un certain nombre d'initiatives. Ainsi, le Secrétariat national de l'enfance et de l'adolescence a soumis un projet de loi qui rend la pédopornographie passible de sanctions pénales. Ce même secrétariat a lancé un plan de diffusion du Système national de promotion et de protection intégrale afin de mieux en assurer le suivi et l'application. Dans le cadre de la décentralisation, 13 bureaux départementaux des droits de l'enfant et de l'adolescent (CODENI) ont été créés, de sorte que 4 départements seulement n'en sont pas encore dotés. Avec l'assistance de représentants de l'Argentine, du Brésil et du Paraguay, le Secrétariat national de l'enfance et de l'adolescence a mis en place, à Hernandarias, dans le département de Alto Paraná,

le bureau régional des trois frontières qui est chargé de lutter contre le trafic et l'exploitation sexuelle des mineurs. À ce propos, le Comité de lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales, récemment créé, commencera ses programmes à partir du mois d'avril de l'année en cours. De même, avec l'appui de l'Organisation internationale des migrations, il a été mis en place un bureau interinstitutionnel avec pour mission de prévenir et combattre la traite des personnes et, en particulier, d'élaborer un plan national de lutte contre ce fléau, qui sera principalement axé sur la prévention, la répression et l'assistance aux victimes. Il convient de mentionner également que le Secrétariat de l'enfance et de l'adolescence vient de lancer une campagne nationale pour l'identité, qui vise à remédier au faible taux d'enregistrement des mineurs. Il s'agit de faire prendre conscience à la société que l'identité est un droit pour tous les enfants paraguayens, un droit qui est garanti par la Constitution du pays. Enfin, avec l'aide de l'UNICEF, le Gouvernement a l'intention de publier le rapport de M. Petit, afin de faciliter le suivi et l'application de ses recommandations, et souhaite maintenir avec ce dernier un dialogue permanent.

37. M. COSTEA (Roumanie) dit que les autorités roumaines, bien que reconnaissantes à M. Petit de sa visite dans le pays, auraient aimé que celui-ci insiste davantage dans son rapport sur les changements positifs rapides qui sont intervenus en Roumanie dans le domaine de la protection des enfants. En particulier, elles auraient souhaité que le Rapporteur spécial fasse davantage référence à la nouvelle loi sur les adoptions internationales, qui représente une réponse très ferme des autorités roumaines à une question complexe. En 2004, quatre lois ont été adoptées, dont l'impact sur la protection des enfants sera extrêmement positif. Ces lois concernent la protection et la promotion des droits de l'enfant, le régime juridique de l'adoption, la création de l'Autorité nationale pour la protection de l'enfant et la création du Bureau national en charge des adoptions.

38. Le Rapporteur spécial reconnaît, et la délégation roumaine s'en félicite, que la Roumanie possède l'une des législations les plus complètes d'Europe en matière de lutte contre la traite des enfants. De plus, en Roumanie, tous les ministères concernés participent aux activités destinées à prévenir le trafic des enfants. Du matériel pédagogique est distribué dans les écoles afin de sensibiliser les élèves et les enseignants, tandis que des campagnes de prévention destinées au grand public sont organisées par les médias. D'autre part, le Gouvernement continue de renforcer ses contrôles frontaliers.

39. En ce qui concerne la répression, il faut noter que la traite des personnes est un délit en Roumanie et que le Gouvernement a mis en place, à tous les niveaux, des unités spécialement chargées de repérer les trafics criminels et de poursuivre les responsables. Enfin, le Gouvernement a établi une réglementation qui vise à assurer la protection des victimes de la traite. Un centre d'accueil de réfugiés a d'ailleurs été converti en refuge pour ces victimes.

40. L'intervenant assure le Rapporteur spécial de la volonté des autorités roumaines de continuer à dialoguer avec lui afin d'améliorer toujours davantage la protection des enfants qui sont victimes de la traite ou qui sont exposés à d'autres dangers.

41. M<sup>me</sup> RIPPET (Luxembourg) prenant la parole au nom de l'Union européenne, rappelant l'arrestation récente d'un réseau de pédopornographie présent dans 12 pays et sur 2 continents, voit là le signe que la coopération internationale peut aboutir, malgré la complexité de la situation. Elle aimerait donc savoir si, de l'avis du Rapporteur spécial, des mécanismes

pourraient être envisagés pour renforcer cette coopération entre les pays. Elle se demande également ce que pourrait être la contribution de M. Petit à cet égard.

42. Dans le rapport de M. Petit, il est fait plusieurs fois référence à la Convention du Conseil de l'Europe sur la cybercriminalité, en particulier aux aspects qui ont trait à la définition des délits commis au moyen de réseaux informatiques et à la manière de les combattre. M<sup>me</sup> Rippert aimerait savoir si quelque chose d'analogue ne devrait pas être fait à l'échelon mondial. Enfin, elle se demande si le Rapporteur spécial a noté de bonnes pratiques en matière de réhabilitation des victimes de la pédopornographie que celui-ci pourrait recommander aux pays.

43. M. VARELA QUIROZ (Costa Rica) dit que son pays, conscient de la gravité du phénomène de la pédopornographie sur Internet, fait d'énormes efforts pour se doter des moyens, techniques et autres, qui sont nécessaires pour combattre ce crime. Dès la première réunion préparatoire du Sommet mondial sur la société de l'information, la délégation costa-ricienne avait plaidé pour l'introduction de règlements moraux et juridiques en matière de production, de diffusion et d'utilisation de l'information, afin d'éviter une utilisation criminelle des technologies de l'information. À cet égard, il serait très intéressant que le Rapporteur examine la possibilité d'inclure, dans les programmes de coopération entre pays développés et pays en développement, l'installation ou le renforcement des moyens de lutte contre la cyberpornographie, dans la mesure où la détection de cette criminalité exige des techniques que certains pays en développement ne sont pas en mesure d'acquérir. D'une manière générale, il paraît nécessaire de développer de nouvelles formes de coopération internationale afin de combattre plus efficacement cette pratique immorale. Enfin, l'intervenant s'interroge sur le type d'actions qui, de l'avis du Rapporteur spécial, pourraient sensibiliser à la fois les adultes et les enfants eux-mêmes, afin qu'il y ait une tolérance zéro à l'égard de ce phénomène.

44. M. CLAUDY (Observateur de Haïti) se félicite de la qualité du rapport du Rapporteur spécial sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie impliquant des enfants (E/CN.4/2005/78 et Add.1 à 3), qui met bien en lumière les limites des législations nationales relatives à l'exploitation sexuelle des enfants et la nature transnationale de ce phénomène. Toutefois, il fait observer que les pays les moins avancés sont moins concernés que les pays développés par la consommation en ligne de matériels pornographiques impliquant des enfants, étant donné que l'Internet n'y est pas d'un usage répandu. Cela dit, d'autres formes d'exploitation sexuelle d'enfants ne connaissent pas non plus de frontières, en particulier le tourisme sexuel et la vente d'enfants à des fins de prostitution. À cet égard, l'observateur de Haïti demande au Rapporteur spécial quelles mesures conjointes, outre celles recommandées au paragraphe 129 de son rapport, les pays industrialisés et les pays en développement pourraient prendre afin de lutter efficacement contre ces pratiques.

45. M. REYES RODRÍGUEZ (Cuba) demande au Rapporteur spécial si, dans le cadre de ses travaux, il a pu dégager des tendances générales concernant le trafic d'enfants à des fins de transplantation d'organes. Il aimerait également savoir si le Rapporteur spécial a constaté une augmentation du nombre des allégations relatives à ce trafic.

46. M. SINAGA (Indonésie) souhaiterait savoir quels pourraient être les moyens autres que juridiques de prévenir et de combattre la pornographie impliquant des enfants, en particulier les mesures concrètes qui pourraient être prises.

47. M. PETIT (Rapporteur spécial sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie impliquant des enfants) remercie tout d'abord le Paraguay et la Roumanie pour leur esprit d'ouverture et de coopération. Répondant à la représentante du Luxembourg, il rappelle qu'on commence à peine à découvrir l'ampleur du phénomène de la diffusion par l'Internet de la pornographie mettant en scène des enfants et à envisager la mise au point de systèmes informatiques de détection et de prévention. On est également encore loin de savoir ce qui pousse certaines personnes à consommer ce type de produits en ligne et quelles thérapies pourraient être envisagées à cet égard. Le Rapporteur spécial sait qu'il existe des thérapies pour les enfants victimes de sévices sexuels en général, mais n'a pas connaissance de programmes visant spécifiquement ceux qui ont été exploités aux fins de l'établissement de matériels pornographiques diffusés sur l'Internet.

48. Parmi les mesures qui pourraient être prises pour lutter contre la pédopornographie, il y a, d'une part, les moyens techniques permettant d'agir sur les logiciels et les matériels et, d'autre part, les activités de prévention, notamment celles tendant à renforcer la sécurité et l'application des lois, à améliorer la formation des fonctionnaires et à adapter la législation. Il y aurait en outre énormément à faire, notamment dans les domaines de l'enseignement et de la sensibilisation du public.

49. Répondant au représentant de Cuba, le Rapporteur indique que la question du trafic d'organes a retenu son attention dès le début de son mandat et qu'il a entendu de nombreuses allégations faisant état d'enfants séquestrés à cette fin et libérés in extremis, récits dont la trame était identique en Amérique latine et en Afrique. Le Rapporteur spécial n'a eu aucune confirmation de ces dires, mais il n'en reste pas moins attentif à cette question. Les seuls cas avérés de prélèvement d'organes sur des enfants concernent des sectes qui pratiquent de telles opérations lors de rites sacrificiels ou de séances de magie.

50. Enfin, pour ce qui est de la sensibilisation de l'opinion, question évoquée par le Costa Rica, le Rapporteur spécial insiste sur la nécessité de mobiliser la société, afin que chaque individu se sente concerné par les violations des droits de l'enfant et agisse à son niveau, dans son quartier et au sein de sa communauté.

51. M. PINHEIRO (Expert indépendant nommé par le Secrétaire général pour diriger l'étude sur la violence contre les enfants), présentant l'état d'avancement de ses travaux (E/CN.4/2005/75), dit qu'il s'est attaché, depuis la présentation de son premier rapport à la soixantième session de la Commission (E/CN.4/2004/68), à réunir des informations afin de présenter un tableau global et approfondi de la situation concernant la violence contre les enfants, en mettant notamment en lumière ses causes et ses conséquences. L'expert indépendant a cherché également à s'informer sur les stratégies mises en œuvre pour prévenir cette violence et y faire face, ainsi que sur les meilleures pratiques en la matière, et il a, dans ce but, envoyé un questionnaire aux gouvernements, en mars 2004. À ce jour, 92 États ont répondu en donnant des renseignements sur le cadre juridique, institutionnel et politique en place au niveau national pour faire face à la violence contre les enfants. En outre, l'expert indépendant a établi, à titre indicatif, un plan général de son rapport et lancé un appel pour que d'autres parties prenantes soumettent des contributions à l'étude, à la suite de quoi il a reçu plus de 2 000 réponses émanant d'organisations, d'organismes et de réseaux du monde entier. L'expert indépendant a également encouragé la participation des enfants eux-mêmes. Plusieurs organisations non gouvernementales, dont Save the Children, lui ont été d'une grande aide à cet égard.

52. Plusieurs entités du système des Nations Unies ont organisé des réunions afin d'aider l'expert indépendant à réunir et à regrouper de façon systématique les informations existantes. En particulier, l'analyse des rapports des organes de suivi des traités et de ceux des titulaires de mandat au titre de procédures spéciales pertinentes s'est avérée très utile. L'expert indépendant est particulièrement conscient du rôle crucial du Comité des droits de l'enfant et entretient donc des contacts réguliers avec ce dernier. Le Président de cet organe est d'ailleurs membre du comité de rédaction de l'étude. Enfin, tous les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales ont été invités à participer aux consultations régionales relatives à l'étude.

53. L'expert indépendant s'est efforcé d'établir des liens avec les organismes régionaux de protection des droits de l'homme. En sa qualité d'expert indépendant et de Rapporteur sur les droits de l'enfant de la Commission interaméricaine des droits de l'homme de l'OEA, il s'est rendu en El Salvador, au Guatemala et au Honduras, en novembre et décembre 2004, afin de recueillir des informations sur la situation des enfants et des adolescents en conflit avec la loi, en particulier ceux qui font partie de gangs de jeunes, appelés «pandillas» ou «maras». Cette question constitue le thème central de l'étude, car ces mineurs devraient bénéficier d'une attention particulière. Pour améliorer leur situation et favoriser leur réinsertion sociale, il faut faire en sorte que le système judiciaire soit beaucoup plus efficace, transparent et accessible, disposer de données fiables afin d'élaborer des politiques et en évaluer l'impact, appliquer des programmes publics visant à éradiquer les causes de la violence et mettre au point des mesures de prévention ciblées.

54. L'expert indépendant a également associé le Conseil de l'Europe à ses travaux. Il s'est adressé, en novembre 2004, aux vice-ministres et aux directions générales du Conseil afin d'évoquer la possibilité d'une coopération au Programme d'action triennal sur les enfants du Conseil de l'Europe.

55. Par ailleurs, un comité de coordination a été créé par les trois principaux organismes qui apportent leur appui à la réalisation de l'étude, soit le Haut-Commissariat aux droits de l'homme, l'UNICEF et l'OMS. Un comité de rédaction, qui examinera le premier projet en septembre 2005, a également été constitué. En outre, l'organisation de consultations nationales, sous-régionales et régionales étant un élément central des travaux de préparation de l'étude, il a été prévu d'organiser neuf consultations régionales entre mars et juillet 2005, dont la première a déjà eu lieu à Port of Spain (Trinité-et-Tobago).

56. La réaction positive des États membres au questionnaire et l'engagement des organisations de la société civile montrent que l'étude projetée a déjà éveillé un intérêt marqué. Les consultations régionales à venir offriront l'occasion d'approfondir les questions centrales. L'expert indépendant remercie les États qui ont apporté une contribution financière au projet et encourage les autres pays à suivre cet exemple. Le document final devrait contenir non seulement une analyse fouillée du phénomène de la violence contre les enfants, mais aussi des recommandations concrètes et applicables dans la pratique.

57. M. KHALLAF (Égypte) dit que son pays a fait œuvre de pionnier dans le domaine de la protection des droits de l'enfant. Il est en particulier l'un des premiers à avoir ratifié la Convention relative aux droits de l'enfant et ses protocoles ainsi qu'à avoir adhéré aux instruments régionaux en la matière et il collabore régulièrement avec le Comité des droits de l'enfant.

58. En Égypte, le Conseil national des droits de la mère et de l'enfant, qui a été créé afin de venir en aide, en coordination avec des ONG, aux mères se trouvant dans des situations difficiles ainsi qu'aux enfants des rues et aux enfants handicapés, a également formulé une stratégie pour lutter contre le travail des enfants et contre la toxicomanie chez les jeunes. Par ailleurs, grâce à l'impulsion donnée par M<sup>me</sup> Suzanne Moubarak, le Gouvernement met l'accent sur l'éducation des filles.

59. En Égypte, la protection des droits des enfants est une priorité absolue, le progrès d'un pays étant considéré comme étroitement lié au bien-être des enfants dans tous les domaines. Enfin, M. Khallaf termine son intervention en rappelant la tragédie des enfants palestiniens qui sont privés de tous les droits, y compris le droit à la vie lorsqu'ils tombent sous les balles des soldats israéliens et le droit à la liberté pour ceux qui sont détenus dans les prisons israéliennes. La communauté internationale doit lancer un appel à Israël pour qu'il assure une vie normale aux enfants palestiniens.

60. M. REYES RODRÍGUEZ (Cuba) dit que les violations des droits de l'enfant sont le résultat de l'injustice qui caractérise l'ordre international actuel et que les violations des droits de l'enfant ne se limitent pas à celles qui sont traitées dans le cadre du point 13 de l'ordre du jour. Il convient en effet de rappeler que la pauvreté, la malnutrition et les problèmes de santé, entre autres fléaux, tuent des millions d'enfants dans le monde. Il suffit de consulter les statistiques de l'UNICEF pour s'en convaincre: plus d'un milliard d'enfants dans les pays en développement, soit la moitié de la population infantile de ces pays, souffrent d'au moins une forme de privation grave. Par exemple, un enfant sur cinq n'a pas accès à l'eau potable et plus de 16 % des enfants de moins de 5 ans souffrent de dénutrition grave.

61. Alors que les objectifs du Millénaire pour le développement ne pourront pas être atteints faute de financement, les dépenses militaires mondiales dépassent, elles, le chiffre astronomique de 950 milliards de dollars, celles des États-Unis d'Amérique représentant près de la moitié de cette somme. Or, pour atteindre les objectifs du Millénaire en matière d'éducation, de santé, d'approvisionnement en eau et d'hygiène, les pays en développement auraient besoin de 50 milliards de dollars supplémentaires, soit 5,3 % des dépenses militaires mondiales. De même, si l'on voulait que tous les enfants du monde reçoivent un enseignement primaire de bonne qualité, il faudrait dégager de 9 à 15 milliards de dollars supplémentaires, ce qui représente 0,9 à 1,6 % desdites dépenses militaires. La Commission des droits de l'homme ne peut pas fermer les yeux sur cette réalité injuste; elle doit l'affronter avec détermination et de manière radicale.

62. À Cuba, l'État protège les droits de l'enfant consacrés dans la Constitution et dans les divers codes, lois et décrets-lois qui en découlent et il a mis sur pied un grand nombre de programmes sociaux en faveur des enfants. Ces efforts sont toutefois battus en brèche par la politique hostile que mène le Gouvernement américain à l'égard de Cuba depuis plus de 45 ans. À ce propos, il convient de signaler que cinq jeunes Cubains sont injustement détenus dans des prisons aux États-Unis et sont privés de tout contact avec leur famille. Le Gouvernement américain impose un blocus économique et financier au peuple cubain depuis plus de quatre décennies, dont les principales victimes sont les enfants cubains. L'administration du Président Bush a renforcé cette politique en adoptant de nouvelles mesures en mai 2004, au mépris de la résolution 58/7 (2004) demandant la levée de ces sanctions, pour laquelle 179 États membres de l'Assemblée générale ont voté.

63. Cuba entend continuer à dénoncer les injustices qui privent les enfants de leurs droits et à défendre ces droits, dans le cadre des efforts déployés dans ce sens par la communauté internationale.

64. M. OGUNNAIKE (Nigéria) dit que les enfants sont les principales victimes de la crise politique, sociale et économique que traverse le Nigéria depuis quelques années. Pendant les longues années de régime militaire, le Nigéria n'a pas été en mesure d'accorder l'attention voulue au développement de l'enfant. Cependant, le retour de la démocratie en 1999 a créé un environnement nettement plus favorable à cet égard.

65. Au cours de la décennie écoulée, le Nigéria a fourni d'importants efforts pour promouvoir et protéger les droits de l'enfant et a adopté à cette fin toute une série de lois nouvelles, dont la loi relative aux droits de l'enfant de 2003, la loi de 2003 portant interdiction de la traite, la loi de 2000 portant interdiction du mariage des fillettes et de l'excision adoptée dans l'État de Cross River.

66. Pendant cette même période, la traite des enfants à l'intérieur du pays et entre le Nigéria et les pays voisins a considérablement augmenté. Des gangs se livrent au trafic d'enfants, à la fois pour les travaux domestiques dans des pays d'Afrique largement tributaires d'une main-d'œuvre immigrée, et à la prostitution en Europe. Le Gouvernement nigérian a signé des accords avec certains pays afin d'accélérer le rapatriement des enfants nigériens introduits illégalement dans ces pays et des mécanismes ont été mis en place afin de réintégrer ces enfants dans leur famille ou d'assurer leur réinsertion dans la société.

67. M. NIAZ TIRMIZI (Pakistan), après avoir rappelé tous les maux auxquels les enfants sont confrontés dans le monde actuel, qu'il s'agisse de la pauvreté, des maladies, en particulier le sida, des conflits et des abus sexuels, se dit reconnaissant à l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement d'avoir appelé l'attention sur le sort des enfants dans les conflits armés en organisant une exposition axée sur l'instauration d'une culture de paix pour les enfants du monde.

68. Au Pakistan, les enfants représentent 48 % de l'ensemble de la population et 68 % d'entre eux vivent dans les zones rurales. Outre la Commission nationale pour le bien-être et le développement de l'enfant, le Gouvernement a mis en place un certain nombre d'institutions qui ont pour vocation d'assurer le bien-être des enfants. Ces derniers sont d'ailleurs au centre de la campagne menée par le pays pour réduire la pauvreté. L'éducation des enfants, en particulier celle des filles, est une des préoccupations majeures du Gouvernement, qui a notamment mis en place un programme alimentaire dans les écoles de filles des 29 districts les moins développés du Pakistan.

69. D'autre part, le Gouvernement a adopté, en 2002, une loi sur la prévention du trafic des êtres humains et la lutte contre la traite qui interdit le trafic d'enfants. Grâce à l'intervention du Gouvernement, des enfants qui avaient été enlevés clandestinement ont été rapatriés au Pakistan. Un code moral a été rédigé à l'intention des médias qui établit des règles concernant la manière de traiter les questions concernant les enfants et incite ces derniers à faire preuve de vigilance afin de mettre fin aux abus dont les enfants sont victimes. Le Pakistan s'est engagé auprès de l'OIT à prévenir et éliminer le travail des enfants. L'embauche des enfants est interdite par la loi de 1991 et ceux qui enfreignent cette loi sont passibles d'amendes, voire de peines d'emprisonnement. Des services d'inspection ont été mis en place à cette fin.

70. Enfin, plusieurs ministères sont associés à l'action menée pour prévenir l'abus des drogues chez les enfants. D'une manière générale, le Pakistan a rendu compte au Comité des droits de l'enfant, en 2003, de l'ensemble des actions qu'il a engagées pour appliquer la Convention.

71. M. GUEVARA (Mexique), s'exprimant au nom du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes (GRULAC), dit que, pour les pays du GRULAC, la protection des enfants est une préoccupation commune et ce d'autant plus que leur population est jeune. La ratification de la Convention relative aux droits de l'enfant, bien qu'essentielle, n'est toutefois pas suffisante pour résoudre la situation critique des millions d'enfants et d'adolescents dont les droits sont bafoués. Des moyens nouveaux doivent être mis en œuvre pour renforcer la protection des enfants, ce qui implique l'élaboration d'autres instruments destinés à compléter la Convention. D'autre part, seul un engagement collectif et solidaire de toutes les parties prenantes, aussi bien à l'échelon de la famille qu'à celui de la société, de l'État, des institutions régionales et de la communauté internationale, permettra de consolider les acquis et de définir des politiques en vue des objectifs à atteindre.

72. Les pays du GRULAC insistent sur deux aspects essentiels de l'action en faveur des droits de l'enfant: la lutte contre la pauvreté et l'éducation en matière de droits de l'homme. La pauvreté, avec tout ce qu'elle implique – malnutrition, mauvaise santé, nonaccès à l'éducation –, empêche les enfants non seulement de jouir de leurs droits, mais aussi de décider de leur avenir. Il est par conséquent urgent que les stratégies nationales, régionales et mondiales de lutte contre la pauvreté intègrent le respect des droits de l'enfant.

73. En ce qui concerne l'éducation en matière de droits de l'homme, de vastes programmes de formation doivent être mis en œuvre à l'intention des personnes qui travaillent avec des enfants, en particulier les enseignants, le personnel soignant, les travailleurs sociaux, les avocats, les juges et les fonctionnaires gouvernementaux. Il est important en outre d'inclure les droits de l'enfant dans tous les programmes scolaires. Enfin, les pays membres du GRULAC jugent fondamental d'entreprendre des campagnes d'information axées sur les jeunes afin de modifier les attitudes négatives et discriminatoires qui prévalent à leur égard dans les sociétés d'aujourd'hui.

74. Le GRULAC appelle au consensus en faveur de l'adoption du projet de résolution sur les droits de l'enfant qu'il présente, comme chaque année, conjointement avec l'Union européenne, et qui est en cours de négociation. Par ailleurs, il propose de consacrer l'année 2005 à la réalisation des objectifs suivants: évaluer l'état d'avancement de la mise en œuvre de la Convention et les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du Millénaire en rapport avec les enfants; intégrer les droits de l'enfant dans les autres domaines d'activité des organismes du système des Nations Unies; et respecter les engagements issus de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée aux enfants.

75. M<sup>me</sup> HILL (Nouvelle-Zélande), s'exprimant au nom du Canada, de l'Australie et de son propre pays, se félicite de la force de l'engagement de la communauté internationale en faveur des droits de l'enfant, que démontre le très large soutien dont bénéficie la Convention relative aux droits de l'enfant, avec ses 192 États parties. En vue de parvenir à une ratification universelle de cet instrument, M<sup>me</sup> Hill invite les États qui ne l'ont pas encore fait à le ratifier.



76. Ayant rappelé le principe selon lequel l'intérêt supérieur de l'enfant doit être au cœur de toutes les initiatives le concernant, l'intervenante insiste sur la nécessité d'aider les familles à assumer leurs responsabilités à cet égard. Dans les faits, cependant, les ravages causés par la pandémie du VIH/sida et les conflits armés, entres autres facteurs, condamnent des millions d'enfants dans le monde à affronter seuls la pauvreté, la faim et l'exploitation. Le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande engagent par conséquent tous les États à faire du sort de ces enfants une priorité et encouragent le Comité des droits de l'enfant à définir des lignes directrices dans ce domaine, que la Commission examinera ultérieurement. La violence à l'encontre des enfants doit également être une priorité des travaux de la Commission. À ce sujet, l'étude en cours sur la violence contre les enfants, effectuée par l'expert indépendant, M. Pinheiro, fournira certainement, une fois achevée, matière à un débat approfondi.

77. La résolution globale sur les droits de l'enfant, soutenue de longue date par le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, est le seul instrument censé faire avancer le débat international sur les droits de l'enfant. Force est toutefois de constater que cette résolution, en raison de sa longueur notamment, ne permet pas d'atteindre cet objectif. La résolution doit être mieux ciblée pour permettre un débat constructif qui contribue réellement à améliorer la situation des enfants à travers le monde. Le rôle du Comité des droits de l'enfant est, lui aussi, essentiel, d'où l'intérêt des efforts que déploie ce dernier en vue d'optimiser ses travaux, notamment pour rattraper le retard accumulé dans l'examen des rapports. De leur côté, les États parties sont vivement encouragés à respecter leurs obligations en matière de présentation de rapports.

78. Il faut renforcer le suivi des violations des droits de l'enfant dans les conflits armés et veiller davantage à ce que les coupables rendent compte de leurs actes. À cet égard, le travail sur le terrain du HCDH, de l'UNICEF, d'autres organismes des Nations Unies, du Représentant spécial du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés et des ONG est essentiel. De leur côté, les États doivent impérativement ratifier le Protocole facultatif concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés et le Statut de Rome de la Cour pénale internationale.

79. L'exploitation sexuelle des enfants sous toutes ses formes demeure extrêmement préoccupante, comme en témoigne le dernier rapport du Rapporteur spécial chargé de cette question. Des mesures doivent être prises à l'échelon national, régional et international pour combattre ces crimes et traduire leurs auteurs en justice. Les mots ne suffisent plus, il faut des actes.

80. M<sup>me</sup> ALI BIBATA (Burkina Faso) indique que, les jeunes de moins de 15 ans représentant 49 % de la population burkinabée, le Burkina Faso est concerné au premier chef par la promotion des droits de l'enfant. Partie à différents instruments relatifs aux droits de l'enfant, dont la Convention, le Burkina Faso s'efforce de mettre la législation nationale en conformité avec ses engagements et veille à ce qu'elle soit appliquée par les institutions administratives et judiciaires du pays. Depuis 2000, le Burkina Faso consacre de grands efforts à la lutte contre la traite des enfants, en partenariat avec les agences du système des Nations Unies et les organisations de la société civile. Ainsi, un protocole d'accord sur la lutte contre le trafic transfrontalier des enfants a été signé avec le Mali. Un code de protection de l'enfance est également en cours d'élaboration, qui vise à assurer la cohérence des différents textes en vigueur et, partant, une plus grande efficacité des actions sur le terrain. La santé des enfants n'est pas oubliée, comme

le prouvent les nombreux projets et programmes sanitaires mis en œuvre. En matière d'éducation, un plan décennal de développement de l'éducation de base est en cours, dont l'objectif est d'accroître le taux de scolarisation et d'alphabétisation des enfants, en particulier des filles. Des structures spécialisées accueillent les enfants handicapés et d'autres enfants marginalisés et des politiques et programmes spécifiques sont mis en œuvre pour favoriser leur réadaptation.

81. Le Burkina Faso remercie les partenaires bilatéraux, multilatéraux et ceux de la société civile pour le concours technique et financier qu'ils lui prêtent dans son action en faveur des enfants.

82. M. VASSYLENKO (Ukraine) rappelle que les objectifs du Millénaire pour le développement, dans lesquels s'inscrivent la promotion et la protection des droits de l'enfant, ne peuvent être atteints qu'avec le concours de tous les États membres. Force est de constater qu'à ce jour le droit à la vie et le droit à l'éducation, deux droits fondamentaux des enfants, continuent d'être bafoués: pauvreté, maladies, violences familiales, enrôlement dans les conflits armés, abus sexuels ou exploitation économique, entre autres, sont le lot quotidien de beaucoup d'enfants. Des mesures doivent être prises de toute urgence, à l'échelle nationale et internationale, pour protéger les enfants. Il est notamment primordial de mettre un terme à l'impunité qui entoure les crimes perpétrés contre ces derniers et de faire comparaître leurs auteurs devant la justice nationale, ou, à défaut, devant des juridictions internationales telles que la Cour pénale internationale.

83. Face à l'expansion des conflits armés qui font de plus en plus de victimes chez les enfants, ainsi que le montre le rapport du Représentant spécial du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés, les règles internationales et les mesures de prévention et de protection adoptées jusqu'ici ne suffisent pas. La communauté internationale doit accentuer ses pressions sur les parties aux conflits qui utilisent des enfants. L'Ukraine a, pour sa part, ratifié l'année dernière le Protocole facultatif relatif à la Convention sur l'implication d'enfants dans les conflits armés.

84. Les activités criminelles à l'encontre des enfants sont en augmentation depuis 10 ans, en particulier les adoptions internationales illégales, commerce dont les profits se chiffrent en millions. Cette situation préoccupe beaucoup l'Ukraine qui a pris des mesures pour y mettre un terme. Partie au Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, l'Ukraine se félicite des mesures prises par l'ONU pour faire face à cette forme de criminalité, notamment de la nomination d'un rapporteur spécial sur la traite des êtres humains.

85. À l'échelle nationale, le Gouvernement ukrainien s'efforce de garantir à tous les enfants la possibilité de grandir dans un environnement stable favorable à leur développement physique et psychologique. Ce souci du bien-être des enfants doit se manifester quotidiennement, à l'échelon tant national qu'international.

86. M. MARTINEZ (Paraguay), prenant la parole au nom de son pays ainsi que des États membres du MERCOSUR et des États associés, appelle l'attention sur plusieurs facteurs qui, à l'heure actuelle, affectent particulièrement les enfants de la région du MERCOSUR. Il veut

parler de la pauvreté, de la violence, de la discrimination et du non-respect du droit à un environnement sain.

87. L'exclusion sociale et les conditions déplorables dans lesquelles survivent les enfants les plus pauvres rendent ces derniers particulièrement vulnérables. Quant à la violence à l'égard des enfants, qu'elle soit physique, mentale ou sexuelle, celle-ci a été dénoncée avec la plus grande énergie lors de la réunion des pays membres du MERCOSUR qui s'est tenue à Asunción, au Paraguay, en mars de l'année en cours. Lors de cette réunion, les participants sont convenus de la nécessité de délégitimer la violence comme moyen de sanction, ce qui, à leur avis, exigerait l'adoption d'un nouveau protocole à la Convention relative aux droits de l'enfant.

88. S'agissant de la discrimination, les pays du MERCOSUR sont conscients que les enfants appartenant aux groupes les plus exposés au racisme sont particulièrement vulnérables, surtout lorsque la discrimination à leur égard se manifeste à l'école. Les enfants autochtones, ceux qui ont une ascendance africaine, les enfants migrants, réfugiés, handicapés et tous ceux qui souffrent de l'extrême pauvreté doivent faire l'objet d'une attention prioritaire à cet égard.

89. Les États du MERCOSUR et les États associés considèrent également que les enfants ont le droit de vivre dans un environnement sain. Aussi sont-ils très conscients de la vulnérabilité des enfants face à la pollution causée par les produits chimiques et les substances dangereuses, thème qui a été abordé lors de la dernière session du Forum intergouvernemental sur la sécurité chimique, auquel les pays de la sous-région ont participé activement.

90. En dernier lieu, l'intervenant lance un appel à la Commission pour que la résolution sur les droits de l'enfant actuellement en cours de négociation soit adoptée par consensus.

91. M<sup>me</sup> AL-THANI (Qatar) indique que le Qatar, par l'intermédiaire de son Conseil suprême des affaires familiales, s'engage de plus en plus en faveur de la protection des droits de l'enfant. Entre autres initiatives, le Conseil a demandé la création d'une commission nationale chargée d'établir un rapport sur l'état d'avancement de la mise en œuvre du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants. Sur la base de ce rapport, il a été procédé à un réexamen complet du droit pénal, et une loi expressément consacrée à la situation des enfants est en préparation. En collaboration avec le Haut-Commissariat aux droits de l'homme, le Conseil organise en outre des ateliers de formation sur les droits de l'enfant à l'intention des personnes travaillant avec des enfants. Dans le domaine de l'éducation, avec le soutien des organismes nationaux compétents et de l'UNICEF, le Conseil organise des campagnes d'information sur les droits de l'enfant dans les écoles publiques et diffuse des matériels éducatifs qui établissent des liens entre les principes de l'islam et ceux de la Convention. Le Qatar, qui participera à la réunion consultative régionale sur la violence contre les enfants qui aura lieu au Caire du 27 au 29 juin 2005, propose, à l'initiative du Conseil suprême des affaires familiales, d'accueillir en juin 2005 une réunion régionale consacrée au suivi de la mise en œuvre des observations finales formulées par le Comité des droits de l'enfant.

92. M. COSTEA (Roumanie) signale que la Roumanie se joint à la déclaration de la Représentante permanente du Luxembourg s'exprimant au nom de l'Union européenne. La délégation roumaine souhaite attirer l'attention des membres de la Commission sur les violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales commises par l'administration séparatiste au pouvoir en Transnistrie, région de l'est de la République de Moldova.

Ces violations touchent en particulier le droit des enfants à l'éducation ainsi que la liberté d'expression des élèves, de leurs parents et des enseignants. Face à cette situation inacceptable, la délégation roumaine engage la Commission à remplir son mandat qui est de veiller au respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans le monde. À ce titre, elle demande au Haut-Commissariat aux droits de l'homme et aux organisations humanitaires des Nations Unies de tout mettre en œuvre pour empêcher l'administration séparatiste de Transnistrie de bafouer le droit des enfants à l'éducation.

93. En Roumanie, les autorités s'efforcent constamment d'améliorer la qualité de vie des enfants et de garantir le respect de leurs droits. Cette action, menée en collaboration avec des organisations régionales et internationales ainsi que des représentants de la société civile, a abouti à une modification de la législation nationale et à la mise en place de mécanismes institutionnels garantissant la transparence des procédures internes en matière d'adoption internationale. Dans le prolongement de ces mesures, la Roumanie propose de créer, au moyen d'accords bilatéraux ou multilatéraux, des dispositifs permettant d'assurer le suivi des enfants au sein de leur famille adoptive à l'étranger.

94. M<sup>me</sup> GREGR (Luxembourg), prenant la parole au nom de l'Union européenne, réaffirme l'adhésion de l'Union au Plan d'action de la session extraordinaire de l'Assemblée générale de mai 2002 visant à créer «un monde digne des enfants». Elle déplore toutefois l'immense décalage qui sépare la réalité des intentions affichées. Face aux multiples défis à relever, il est essentiel de parvenir à une ratification universelle de la Convention relative aux droits de l'enfant et de ses deux protocoles facultatifs. L'action de l'UNICEF demeure plus que jamais indispensable, de même que les travaux du Comité des droits de l'enfant. À cet égard, l'Union européenne se félicite des efforts entrepris récemment par le Comité pour accélérer l'examen des rapports des États parties et espère que cette initiative portera ses fruits.

95. Comme chaque année, l'Union européenne présente, conjointement avec le GRULAC, une résolution qui met l'accent sur tous les risques contre lesquels la communauté internationale doit protéger les enfants. M<sup>me</sup> Gregr souhaite appeler l'attention sur deux questions particulièrement préoccupantes qui sont la situation des enfants dans les conflits armés et les enfants en situation de pauvreté. En ce qui concerne les premiers, l'Union entend poursuivre sa coopération avec les diverses institutions compétentes du système des Nations Unies. Concrètement, elle préconise d'établir de toute urgence un mécanisme systématique et global de surveillance, de communication et de vérification de l'information sur les violations des droits de l'enfant dans des situations de conflit armé. En outre, convaincue de la nécessité absolue de mettre un terme à l'impunité s'agissant des crimes de guerre commis contre les enfants et de l'importance du rôle de la Cour pénale internationale à cet égard, l'Union européenne engage les États à accélérer le processus de ratification du Statut de Rome qui qualifie de crime de guerre l'enrôlement d'enfants de moins de 15 ans dans les forces armées. De son côté, l'Union européenne a pris diverses mesures dans ce domaine: établissement de rapports par les chefs de mission de l'UE dans les pays touchés; formulation de recommandations; lancement, en collaboration avec l'UNICEF, d'un programme de formation aux droits de l'enfant à l'intention des agents de l'UE; financement par l'Office d'aide humanitaire (ECHO) de projets en faveur des enfants.

96. En ce qui concerne les enfants en situation de pauvreté, le bilan est encore plus accablant. En effet, l'UNICEF estime à plus d'un milliard le nombre d'enfants privés d'au minimum un des biens essentiels à leur survie, leur croissance et leur développement. Conséquences directes de la pauvreté, la mortalité infantile, la malnutrition, la privation d'éducation et la vulnérabilité aux maladies atteignent des proportions dramatiques. Si l'éradication de la pauvreté des enfants est étroitement liée à la réalisation des objectifs du Millénaire, celle-ci n'est possible que si la promotion et la protection des droits de l'enfant sont effectives. Il convient donc d'accorder aux droits de l'enfant une place centrale dans toutes les politiques d'aide au développement. Dans cette optique, l'Union européenne tente d'actualiser la Déclaration sur la politique de développement de 2000 en intégrant la question des droits de l'enfant dans le cadre plus large du développement humain et social. Elle espère ainsi contribuer à la création «d'un monde digne des enfants».

*La séance est levée à 12 h 5.*

-----